vinetur

La Finlande prélève la taxe sur la bière la plus élevée d’Europe, à 0,6057 € la bouteille

Tax Foundation a constaté que la Bulgarie prélève 0,0318 € sur la même bière de 330 mL, près du minimum de l’UE.

mardi 22 septembre 2026



Les droits d’accise sur la bière en Europe restent très inégaux d’un pays à l’autre, la Finlande prélevant 0,6057 € sur une bouteille standard de 330 mL, contre 0,0318 € en Bulgarie, selon une analyse de Tax Foundation publiée lundi. Ce groupe de réflexion sur

la fiscalité basé à Washington a comparé le droit appliqué à une bière de 330 mL titrant 5 % vol. dans les 27 États membres de l’Union européenne et au Royaume-Uni, en utilisant les taux en vigueur en juillet 2026.

Le rapport a constaté que la plupart des pays fixent des droits sur la bière bien au-dessus du minimum de l’UE. Selon les règles européennes, les États membres doivent prélever au moins 1,87 € par 100 litres et par degré d’alcool. Tax Foundation a calculé que ce plancher équivaut à 0,0309 € sur une bouteille de 330 mL à 5 % vol. Seul un petit groupe de pays est resté proche de ce niveau cette année, dont la Bulgarie, l’Allemagne, le Luxembourg et l’Espagne.

La Finlande affichait le droit d’accise le plus élevé de la comparaison, à 0,6057 € par bouteille. Le Royaume-Uni arrivait en deuxième position avec 0,4341 €, suivi de l’Irlande à 0,3721 €. La Suède venait ensuite avec 0,3409 €, et l’Estonie à 0,2541 €. À l’autre extrémité du classement, la Bulgarie affichait le taux le plus bas, à 0,0318 €, suivie de l’Allemagne et du Luxembourg à 0,0326 €, puis de l’Espagne à 0,0329 €.

L’écart met en évidence la manière très différente dont les gouvernements européens taxent le même produit, même dans un cadre de marché commun. Dans une grande partie de l’Europe occidentale et centrale, les taux se situaient bien en dessous des niveaux nordiques et britanniques, tout en restant au-dessus du plancher de l’UE. La France était affichée à 0,1360 € par bouteille, les Pays-Bas à 0,1340 €, l’Italie à 0,1229 €, le Danemark à 0,1077 € et la Pologne à 0,1110 €. L’Autriche et la Belgique se situaient toutes deux autour de 0,0825 €, tandis que le Portugal était à 0,0955 € et la Croatie à 0,0876 €.

Tax Foundation a expliqué que la comparaison standardise un système qui, dans la pratique, n’est pas uniforme. Certains pays taxent la bière en fonction de sa teneur en alcool, d’autres utilisent les degrés Plato, et certains appliquent des montants fixes par tranches alcooliques. Pour rendre les chiffres comparables, le groupe a converti les différents systèmes en euros et les a appliqués au même format de bouteille théorique et au même titre alcoométrique.

Le classement exclut aussi la taxe sur la valeur ajoutée, qui est prélevée séparément sur le prix de vente. Cela signifie que la charge fiscale totale supportée par les consommateurs est plus élevée que ne le laissent entendre les seuls chiffres des droits d'accise. Selon le tableau, les taux de TVA appliqués aux ventes de bière vont de 17 % au Luxembourg à 27 % en Hongrie, de nombreux grands marchés se situant entre 20 % et 25 %.

Plusieurs pays ont sensiblement augmenté leur charge d'accise sur la bière par rapport à la comparaison de 2025. La Lituanie a enregistré la plus forte hausse sur la bouteille standard, avec +0,0292 €. L'Estonie a suivi avec une augmentation de 0,0231 €, la Suède de 0,0162 €, le Royaume-Uni de 0,0155 € et la Lettonie de 0,0129 €. Tax Foundation a indiqué que plusieurs autres pays ont enregistré des variations de moins de 0,01 € en raison d'ajustements de taux ou de l'effet de la conversion des valeurs locales en euros.

Ce rapport intervient à un moment où la politique fiscale sur l'alcool attire l'attention des gouvernements comme des producteurs. Des droits d'accise plus élevés se répercutent généralement sur les prix de détail, même si l'effet final dépend de la part de taxe absorbée par les brasseurs, les distributeurs et les détaillants. Pour le secteur des boissons, ces écarts entre l'UE et le Royaume-Uni peuvent influencer les prix, les marges et la position concurrentielle d'un marché à l'autre. Ils peuvent aussi peser sur les décisions concernant les marchés de lancement des produits, la gestion des promotions et la conformité dans les pays qui utilisent des formules fiscales différentes.

Cette question est devenue plus importante avec l'élargissement des gammes de produits alcoolisés. Tax Foundation a indiqué que la bière est généralement davantage taxée que le vin en Europe, tandis que les spiritueux sont habituellement soumis à des taux plus élevés que la bière. Dans le même temps, de nouveaux produits ont brouillé les anciennes catégories fiscales. Le groupe a cité les bières artisanales avec une gamme plus large de degrés, les produits à base de malt à teneur en alcool plus élevée, et les cocktails prêts à boire qui peuvent contenir des spiritueux distillés mais se retrouvent avec une teneur en alcool plus proche de celle de la bière que de celle d'une bouteille de spiritueux.

Dans l’UE, la bière est déjà couramment taxée en tenant compte, d’une manière ou d’une autre, de sa teneur en alcool, que ce soit directement par l’ABV ou indirectement par les degrés Plato. Les autres catégories d’alcool suivent souvent des structures différentes. Tax Foundation a indiqué que le Royaume-Uni se distingue parce que ses droits y sont plus homogènes d’un produit à l’autre lorsqu’ils sont mesurés selon la teneur en alcool, plutôt que de s’appuyer autant sur des règles distinctes par catégorie.

Le groupe a indiqué que les gouvernements utilisent les droits d’accise sur la bière pour deux raisons principales : accroître les recettes et décourager la consommation d’alcool. Il a aussi soutenu que les taxes sur la bière constituent un instrument de politique publique trop brut pour réduire les dommages, car les catégories d’alcool sont traitées de manière si différente en Europe. À ses yeux, un système construit de façon plus cohérente autour de la teneur en alcool plutôt qu’autour du type de boisson serait plus simple à administrer et à respecter, d’autant que les brasseurs et autres fabricants de boissons continuent de lancer des produits qui n’entrent pas facilement dans les classifications traditionnelles.